

Indépendance de la Catalogne : l'heure du choix



C'est une journée cruciale en Espagne. Le président séparatiste pourrait proclamer l'indépendance de la Catalogne, au risque d'aggraver la pire crise politique depuis le rétablissement de la démocratie dans le pays.

Les Catalans, partagés presque à parts égales sur une sécession, et le pays entier n'ont plus qu'une question en tête : Carles Puigdemont, le président séparatiste, va-t-il déclarer unilatéralement l'indépendance de sa région comme il menace de le faire, temporiser ou faire machine arrière ?

Cet ancien journaliste de 54 ans, indépendantiste depuis son plus jeune âge, doit répondre à la question lors d'un discours devant le parlement catalan à 18h00 au cours duquel il devrait évoquer les conséquences du référendum d'autodétermination illégal du 1er octobre.

La vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, a lancé un appel : "j'en appelle aux gens sensés au sein du gouvernement catalan (...): ne sautez pas dans le vide, parce que vous emporterez le peuple avec vous", a-t-elle déclaré au micro de la station

de radio COPE. “En cas de proclamation unilatérale d’indépendance, des décisions seront prises pour restaurer la loi et la démocratie”, a-t-elle averti.

Mariano Rajoy, chef du gouvernement conservateur, n’exclut pas de dissoudre l’exécutif catalan et d’ordonner la tenue d’élections anticipées, si le Parlement catalan proclame l’indépendance.

En France, la ministre des Affaires européennes a quant à elle annoncé que l’indépendance de la Catalogne ne serait pas reconnue si elle devait être proclamée.

“S’il devait y avoir une déclaration d’indépendance, elle serait unilatérale, elle ne serait pas reconnue. On ne peut pas résumer la Catalogne à la consultation que les indépendantistes (ont) organisée”, a estimé déclaré Nathalie Loiseau.

Et dans une interview à paraître mardi dans le journal Ouest-France, son collègue aux Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a dit lui aussi l’attachement des autorités françaises à l’unité de l’Espagne. “Les principes de la France sont très clairs. Elle soutient l’Espagne comme une amie et un partenaire essentiel de l’Union européenne. Nous sommes très attachés à l’unité espagnole”, dit-il. “Nous pensons que les revendications catalanes doivent s’inscrire dans le cadre de la légalité et de l’unité constitutionnelle espagnole. Toute autre hypothèse serait dramatique. Nous avons fait savoir notre soutien dans ce cadre aux autorités espagnoles de manière très claire, tout en déplorant les violences”, a-t-il ajouté.

Carles Puigdemont a quant à lui promis d’appliquer “ce que dit la loi” référendaire, c’est à dire d’ouvrir la voie à la rupture, conformément aux résultats du scrutin du 1er octobre. Le “oui” à l’indépendance l’a emporté avec 90,18% des voix, avec 43% de participation. Dimanche, 950.000 partisans de l’unité de l’Espagne ont défilé à Barcelone, selon les organisateurs. La police parle, elle, de 350.000 manifestants.

AFP PHOTO / LLUIS GENE

Source: Yahoo Actualités